

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		Référence dossier
Demande déposée le 05/12/2022 Complétée le 07/02/2023		N° PC 34162 22 K0048
Par : Demeurant à :	Madame TOURNIER AUDREY 49 AVENUE de Boissy 94380 BONNEUIL-SUR-MARNE FRANCE	Surfaces : de plancher : 99 m ² d'emprise : 63 m ²
Pour : Sur un terrain sis à :	Maison individuelle 9 Rue PIERRE BANQ : ZAC LES ALLEES DE LAVAL lot 65 34530 MONTAGNAC	Destinations : Habitation Parcelle(s) n° AE0232 AE0374

Le Maire,

Vu la demande susvisée ;
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants et R421-1 et suivants ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme, approuvé par délibération du Conseil Municipal du 11/05/2007, modifié par délibération du Conseil Municipal du 28/01/2021 et révisé par délibération du Conseil Municipal du 03/02/2017 ;
Vu la délibération du conseil municipal autorisant la création de la ZAC « Montagnac Avenir » (Site Les Allées de Laval) en date du 06/07/2006 ;
Vu la délibération du conseil municipal approuvant le dossier de réalisation de la ZAC en date du 21/12/2007 ;
Vu l'avis favorable de l'architecte coordonnateur de la ZAC en date du 13/12/2022 ;
Vu l'avis favorable avec prescriptions du service Eaux et Assainissement de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée (CAHM) en date du 24/01/2023 (ci-annexé) ;

ARRÊTÉ

ARTICLE UNIQUE – Le permis de construire est **ACCORDÉ** pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve de respecter les prescriptions émises par les services consultés.

Les reliquats de matériaux utilisés pour les travaux (notamment sable, ciment, mortier, ...) seront obligatoirement évacués en décharge. En aucun cas, ceux-ci ne pourront être déversés sur le domaine public ou dans les réseaux publics d'eaux usées ou pluviales sous peine de poursuite.

La présente autorisation est assujettie au paiement des taxes suivantes :

- Taxe d'aménagement départementale
- Redevance d'archéologie préventive (RAP)

Pour toute information sur les taxes d'aménagement, le pétitionnaire peut se rendre sur le site suivant : <http://www.herault.gouv.fr/Politiques-publiques/Amenagement-du-territoire-et-construction-et-logement/Fiscalite-de-l-amenagement>

Le Décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 d'application de la loi Grenelle 2 impose que tout travaux générant de nouveaux réseaux et (ou) des fouilles de plus de 40 cm de profondeur à proximité des canalisations et réseaux secs ou humides sur le domaine public ou le domaine privé accessible au public, soient déclarés auprès du guichet en ligne : construire sans détruire -www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr, ceci afin, notamment, d'informer les exploitants de ces réseaux. Cette démarche s'effectue par une déclaration de projet de travaux (DT) avant exécution par le maître d'ouvrage et par une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) par l'exécuteur des travaux.